



Comité de défense de l' l'Hôpital de Concarneau

POLÉMIQUE OU RÉQUISITOIRE ?

Un article paru récemment dans la presse locale pour pointer la mauvaise gestion de la crise du Covid 19 par le gouvernement a fait réagir les élus locaux de la République en Marche volant au secours de nos gouvernants.

Le comité de défense de l'hôpital de Concarneau n'a pas pour vocation de se lancer dans un débat politique, mais il tient à souligner la responsabilité du gouvernement actuel, comme des précédents depuis plus de 30 ans dans la catastrophe sanitaire que nous subissons.

Bien entendu, le gouvernement n'est pas responsable du déclenchement de la pandémie mais les mesures austéritaires concernant la recherche, les fermetures massives de lits dans les hôpitaux (plus de 100 000 ces 20 dernières années), les suppressions de postes (près de 30 000 ces 15 dernières années), l'externalisation des productions indispensables comme les masques et les respirateurs ont rendu notre pays dans l'incapacité de faire face à l'épidémie dans de bonnes conditions. C'est cette situation qui a mené à une communication gouvernementale faite de contradictions, d'hésitations, de non-dits...

Si les soignants n'avaient pas fait face avec courage, malgré le manque de moyens, le nombre de morts aurait sans doute été bien plus important.

Et pourtant, les organisations de personnels et les associations d'usagers, comme notre comité, ont tiré la sonnette d'alarme depuis bien longtemps.

Quelle a été la réaction du gouvernement : Le « Ségur », montagne qui accouché d'une souris et pour tout remerciement, les soignants ont eu droit à une médaille, une prime pour certains et une augmentation de salaire de 183€ versée en 2 fois alors que les personnels demandaient 300€. A noter que cette augmentation n'a pas été accordée aux personnels du médico-social pourtant aussi en 1^{ère} ligne.

De plus, les leçons de la 1^{ère} vague n'ont pas été tirées puisque des fermetures de lits sont encore prévues comme à Caen, Orléans, Nancy, Nantes, Paris et que le budget de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2021, approuvé par tous les députés du Finistère, nécessitera encore des coupes budgétaires pour les hôpitaux.

En pleine crise les urgences de l'Hôtel Dieu à Paris ont fermé parce que ce site est en passe de devenir hôtel et galerie marchande de luxe : tel est le sort du plus vieil hôpital au cœur de la capitale : le profit au détriment de la santé.

Le Ministre Véran peut se mettre en colère à l'Assemblée Nationale mais il continue à appliquer la feuille de route tracée par ses prédécesseurs avec l'application de la loi « ma santé 2022 » : regroupement à marche forcée des hôpitaux pour aller sans doute vers un seul établissement pivot par département et la transformation d'hôpitaux comme Concarneau en soins de suite et de réadaptation (SSR) et/ou médecine à orientation gériatrique, obligeant les patients à faire des kilomètres pour se soigner.

Mais ce qui est prévu également, c'est le rapprochement avec le secteur privé où bon nombre de patients ne pourront accéder pour des raisons financières.

La crise du Covid offre aussi une possibilité sans précédent pour nos gouvernants d'en finir avec la Sécurité Sociale pour le plus grand profit des assurances privées.

Alors oui, notre comité affirme que ce gouvernement comme les précédents porte une responsabilité dans la mauvaise gestion de cette crise et que tout aurait dû être fait pour donner des moyens aux hôpitaux, aux EHPADs pour faire face dans de bonnes conditions.

Ces moyens existent puisque des milliards ont été donnés pour la relance de l'économie, y compris à de grosses entreprises dont les profits explosent et qui profitent de la crise pour licencier.

Tout est question de choix. Pour notre comité, la priorité est toujours de permettre l'accès aux soins de toutes et tous partout.

Il était important d'applaudir les soignants le soir à 20H. il est maintenant urgent d'exiger des moyens pour les hôpitaux.